

Gary Francione : sentience et propriété.

Gary Lawrence Francione est professeur de droit à l'Université Rutgers (New Jersey), il est aussi diplômé en philosophie. Avec sa collègue et compagne Anna Charlton, il a créé et géré entre 1990 et 2000 la Rutgers Animal Rights law Clinic, faisant de l'université Rutgers la première aux États-Unis à inclure dans son cursus un cours de droits des animaux⁴⁴, matière toujours enseignée par Francione.

Sa théorie, comme celle de Regan, est déontologique et suppose le recours au concept de droits. Précisément, Francione pose comme droit fondamental le droit de ne pas être considéré comme un simple moyen pour les fins d'autrui. Il développe cette idée dans son ouvrage *Introduction to Animal Rights- Your Child or the Dog ?*⁴⁵

Il commence par constater que nous partageons au sujet de la façon de traiter les animaux deux intuitions morales : la première est qu'en cas de nécessité, nous avons tendance à privilégier les intérêts de l'être humain à ceux d'un animal. La seconde intuition est celle selon laquelle nous sommes contre le fait d'infliger volontairement à un animal une souffrance non nécessaire. La plupart d'entre nous en effet sont scandalisés à la vue d'un homme battant violemment son chien, tout comme au visionnage de vidéos tournées clandestinement et illustrant les pratiques ayant cours dans les abattoirs ; la majorité des gens portent également un regard négatif, pour cette même raison, sur les combats de chiens, de coqs, la tauromachie, et autres activités dont nous considérons qu'elles provoquent un mal sans aucune nécessité.

L'état de nécessité résulte d'une situation de contradiction d'intérêts, qui s'impose de telle façon que la satisfaction d'un ou plusieurs des intérêts fondamentaux d'un premier individu implique *nécessairement* qu'il soit porté atteinte à un ou plusieurs des intérêts d'un second individu. Un chien

44 Pour plus de détails, voir le site de l'Université Rutgers : www.rutgers.edu

45 Gary L. Francione, *Introduction to Animal Rights- Your Child or the Dog ?*, Temple University press, 2000, reprinted in 2007 with corrections (exemplaire utilisé ici). Une traduction française est également disponible : *Introduction aux droits des animaux*, L'âge d'Homme, 2015.

et un humain sont à l'intérieur d'une maison en feu et la situation est telle - temps réduit, aucune aide extérieure disponible - que vous ne pouvez sauver que l'un d'eux ; la plupart des personnes sauveront l'être humain, situations particulières mises à part, et Francione l'accepte. Deux précisions importantes : d'une part, un état de nécessité est par définition une situation qui nous contraint à agir d'une certaine façon, pareille contrainte ne peut être invoquée par celui qui est à l'origine de la situation concernée, comme tel serait le cas si vous aviez vous-même traîné le chien à l'intérieur de la maison en feu ; d'autre part le choix fait en pareille circonstance ne saurait entraîner ni justifier aucune dévaluation de l'individu qui n'a pas été choisi : si dans la maison en feu se trouvent un enfant et une personne âgée, choisir de sauver l'enfant ne saurait signifier que les personnes âgées sont dénuées de valeur inhérente et qu'elles peuvent être réifiées.

Nombre de nos pratiques vont pourtant à l'encontre de notre seconde intuition morale, car elles impliquent pour les animaux des souffrances, souvent importantes, sans être d'aucune nécessité ; c'est ce que Gary Francione nomme notre *schizophrénie morale*. Cela concerne évidemment au premier chef l'exploitation en vue de s'alimenter de produits animaux, la plus importante quantitativement, aussi les animaux exploités pour nos loisirs (cirques, zoos, animaux de cinéma, chevaux pour l'équitation⁴⁶, etc.) ou pour nous vêtir. C'est aussi le cas de l'expérimentation animale, malgré une trompeuse apparence de nécessité dans ce cas particulier. Même en excluant de l'équation l'activité d'expérimentation, car on peut croire de bonne foi qu'elle rencontre le critère de nécessité - même si c'est faux⁴⁷ - et certaines activités de loisirs dont les violences qu'elles occasionnent sont moins ostensibles, la quasi-totalité d'entre nous accepte au quotidien et en totale contradiction avec notre intuition partagée, de participer à diverses

46 Pour information, beaucoup des chevaux devenus trop vieux ou malades, voire trop peu performants sont envoyés à l'abattoir, à l'équarrissage, sont abandonnés ou finissent dans des mouroirs, loin de recevoir les bons soins dont les pratiquants aimeraient se persuader. Voir notamment sur ce sujet *Vieux chevaux, l'abattoir comme solution ?*, Antoinette Delylle, 2014, <http://www.monchevalmedit.com> ; Les chiffres sur la viande chevaline, 2015, <http://www.haras-nationaux.fr> où l'on peut lire notamment qu'en France "Sur la population abattue, deux-tiers sont des chevaux français (principalement des chevaux réformés d'autres filières)" ; *Ces chevaux trop lents de Maisons-Laffite qui finissent dans nos assiettes*, 2013, <https://actu.fr>. Il y aurait beaucoup à dire, en outre, sur la symbolique de domination de l'équitation, identique à celle présente dans d'autres activités consistant en la maîtrise de certains animaux : corrida, domptage et réalisation de "tours", constitution de zoos,...

47 Voir infra, *L'expérimentation à des fins scientifiques*.

pratiques dont l'absence de nécessité est aussi évidente que les atteintes qu'elles impliquent pour les animaux concernés.

Francione démontre que cette schizophrénie morale s'explique par la coexistence dans notre esprit du statut de propriété que nous attribuons aux animaux de la même manière qu'aux choses inanimées, et de notre perception de leur qualité d'êtres sentients dont la valeur inhérente et les intérêts sont dignes de respect ; ces deux qualités ne sont pas compatibles, dans la mesure où la mise en balance des intérêts d'un objet de propriété avec ceux de son propriétaire est un non-sens en soi, la notion même de propriété impliquant la subordination du bien objet de propriété, et de ses intérêts lorsqu'il en a, aux intérêts du propriétaire. Le principe formel d'égale considération des intérêts, nécessaire à tout système moral en tant qu'il implique que les intérêts comparables soient traités de manière comparable, est ainsi nié par la circonstance que le rapport de propriété implique forcément, puisqu'il est un droit du propriétaire sur sa propriété, que les intérêts du premier valent davantage que les intérêts comparables de la seconde lorsque celle-ci est détentrice d'intérêts, ce qui est le cas lorsqu'il s'agit d'un individu sentient, humains ou non. Ainsi, tant que les animaux conserveront leur statut de propriété, leurs intérêts légitimes en tant qu'individus sentients ne peuvent être qu'ignorés, puisqu'ils entrent en contradiction avec l'utilité que nous tirons de leur exploitation.

Afin d'illustrer cette antinomie, Francione se réfère à l'exemple historique de l'esclavage - principalement aux États-Unis - ainsi qu'au principe de traitement dit « *humain* » des animaux ; il met en parallèle un certain nombre des textes et jurisprudences se rapportant à chacun d'eux.

Des lois ont existé aux États-Unis et ailleurs apportant certaines limites aux droits des propriétaires d'esclaves sur leurs propriétés humaines, tout comme depuis le XIX^{ème} siècle se sont développées des lois encadrant les pouvoirs des propriétaires sur leurs animaux. Dans les deux cas cependant, Francione observe qu'il s'agit de limitations qui lorsqu'elles parviennent à s'extraire du seul stade théorique, restent encore superficielles et cantonnées aux hypothèses de comportements en contradiction avec la valorisation de la propriété, protégeant ainsi l'usage raisonné ou supposé tel de la propriété, bien davantage que les individus objets de cette propriété. Les deux types de lois partent en effet du postulat selon lequel l'exploitation en elle-même, humaine dans un cas, animale dans l'autre, n'est pas contestable par principe, les limitations ne valant qu'à l'intérieur de cette situation acceptée *a priori*, négligeant de ce fait de condamner les atteintes aux intérêts légitimes des individus sentients, lorsque ces atteintes sont celles inhérentes au statut de propriété, propres aux utilisations couramment admises par la société et